Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AGENCE NATIONALE
DES TITRES SÉCURISÉS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2013

DE L'AGENCE NATIONALE

DES TITRES SÉCURISÉS



MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Créée en 2007, l'Agence Nationale des Titres Sécurisés est inconnue de la plupart des citoyens français alors qu'elle est indispensable dans leur vie quotidienne. A l'heure du tout numérique, l'ANTS est l'outil technique de l'Etat pour transformer en objets modernes, sûrs et faciles à utiliser les documents officiels « papier » qui étaient en vigueur il y a encore quelques années. Qu'il s'agisse des « cartes grises », des passeports, des cartes professionnelles avec signature électronique, des titres de séjour, maintenant des permis de conduire et demain de la carte d'identité électronique, l'Agence est au cœur des évolutions actuelles en matière de modernisation et de rationalisation des moyens de l'Etat.

Mais la sécurité des documents délivrés par l'administration n'est pas une question propre à la France et nous menons également une action vigoureuse dans le cadre de l'Union Européenne pour l'harmonisation des normes techniques et pour la promotion de notre savoir-faire.

Aujourd'hui, si l'ANTS est une vitrine technologique et un atout important pour la diffusion de notre industrie de la sécurité documentaire, c'est aussi un établissement au service de tous et notre préoccupation majeure est d'améliorer en permanence le service rendu aux citoyens pour le coût le plus bas possible.

Jean-Régis Borius





MOT DU DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS

L'année 2013 a été marquée par la mise en place d'un nouveau titre sécurisé, au profit d'une majorité de nos concitoyens, le permis de conduire électronique, aux normes européennes. La production du permis de conduire à partir du 16 septembre 2013 a largement mobilisé l'Agence, tant à Paris qu'à Charleville-Mézières.

Mais l'ANTS a également assuré la production des autres titres et notamment le passeport biométrique (plus de 3,6 millions de titres) et le certificat d'immatriculation des véhicules (plus de 11 millions de titres), tout en renouvelant, au terme d'une procédure longue et rigoureuse, le marché de passeports et celui de l'assistance technique.

De plus, l'ANTS a vigoureusement poursuivi son action contre la fraude documentaire, avec la montée en puissance de l'application Comedec, qui vise à transmettre de manière électronique, les actes d'Etat civil, en partenariat avec le Ministère de la Justice. Elle a également démarré la conception et la production de cartes des agents de l'Etat, notamment pour le compte du Ministère de la Défense.

Ce rapport vous permettra de mieux faire connaissance avec les femmes et les hommes qui travaillent à l'ANTS et avec la nature du travail complexe qu'ils accomplissent au quotidien au service de nos concitoyens.

Etienne Guepratte

SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DE



PARTIE 1
LE SAVIEZ-VOUS ?

L'ANTS en quelques mots ____09

Les temps forts de l'année 2013 ____11

Les chiffres clés de l'année 2013 ____13

PARTIE 2
QUE FAISONS-NOUS ?

Faeton :
Le lancement du nouveau permis de conduire européen ____17

Deux titres bien connus des français :
Le Passeport ____21
Le certificat d'immatriculation ____23

La relation usager :
Le centre d'appel de Charleville-Mézières ____25

Les cartes professionnelles
des agents d'Etat ____29

COMEDEC
La dématérialisation de l'état civil ____31

L'ANTS à l'international ____33

E L'AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS



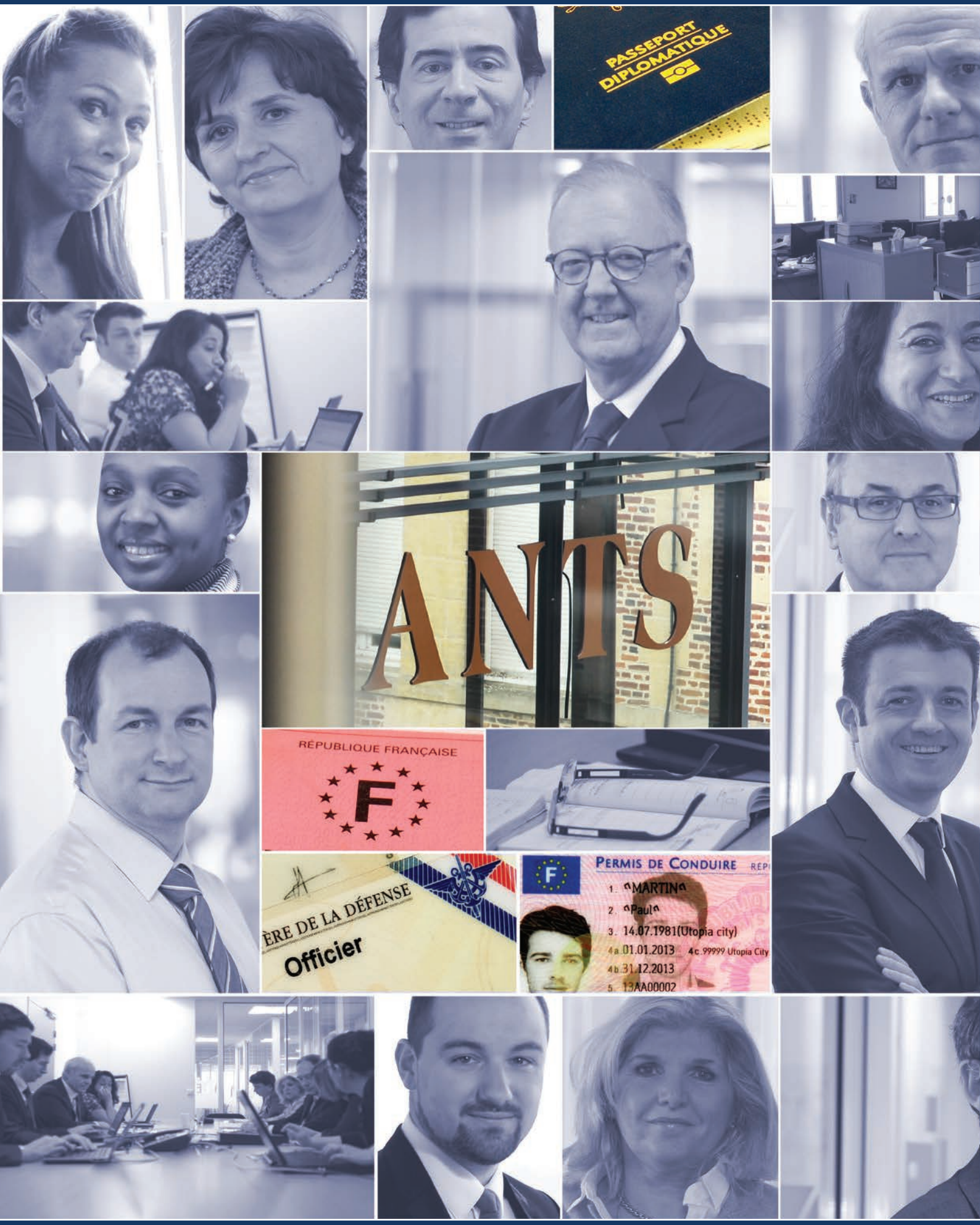
PARTIE 3
OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Les données financières de l'Agence 39

PARTIE 4
NOTRE ORGANISATION

De Levallois-Perret à Montparnasse 45

Gouvernance et Organisation 47


PASSEPORT
DIPLOMATIQUE
ANTS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
F
ÈRE DE LA DÉFENSE
Officier
PERMIS DE CONDUIRE
1. ᵑMARTINᵑ
2. ᵑPaulᵑ
3. 14.07.1981(Utopia city)
4a 01.01.2013
4b 31.12.2013
4c 99999 Utopia City
5. 13AA00002


Certificat
d'immatriculation
Ministère de l'
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AGENCE NATIONALE
DES TITRES SÉCURISÉS





PARTIE 1
LE SAVIEZ VOUS ?

L'ANTS en quelques mots 09

Les temps forts de l'année 2013 11

Les chiffres clés de l'année 2013 13

L'ANTS EN QUELQUES MOTS

Etre à l'écoute du citoyen

Un centre de contact clients multi-titres (certificat d'immatriculation, passeport, permis de conduire) et multi-canaux (appels, mails, courriers) pour tout le territoire national :

66 agents disponibles du lundi au vendredi de 7h45 à 20h et de 8h à 17h le samedi, pour répondre aux questions des particuliers, des professionnels de l'automobile, des préfectures et des mairies.
Ce centre d'appel est complété par un site internet qui permet, entre autres, de savoir où en est la réalisation de son titre.

Produire les titres sécurisés

L'ANTS conçoit les titres sécurisés et les produits en partenariat avec l'Imprimerie Nationale.
Cette dernière est le premier partenaire de l'ANTS en termes de poids budgétaire : l'ANTS consacre en effet, plus de 30% de ses dépenses en achats de titres auprès de l'Imprimerie Nationale.

Porter de nouvelles technologies

Les nouvelles technologies ont désormais une importance prépondérante. Pour franchir un nouveau palier, il est nécessaire de renforcer la confiance dans les transactions, en particulier, en fournissant des solutions d'identité aux citoyens et aux agents.

L'ANTS étudie et développe des nouvelles solutions prenant en compte les habitudes des usagers qui ont massivement adopté l'internet via leurs smartphones. Ainsi, l'Agence lance des projets novateurs comme 2D-Doc (code à barres sécurisé), e-Photos (Photographie Dématérialisée), Mob-ID (Identité sur smartphone), ID Store (Magasin d'attributs d'identité) pour répondre à ce besoin d'efficacité et cette exigence de modernité portés par le Gouvernement.

Participer à la lutte contre la fraude documentaire

L'Agence participe activement à la lutte contre la fraude documentaire. Au-delà des sécurités intégrées dans les titres eux-mêmes, l'ANTS développe la sécurisation des pièces présentées pour l'obtention de ces titres (COMEDEC et 2D-Doc).
Le recours quasi systématique au face à face lors de la demande et/ou de la remise des titres contribue également à lutter contre la fraude documentaire.



Délivrer le certificat d'immatriculation au domicile

Depuis le 15 avril 2009, tous les véhicules à moteur (cyclomoteurs, voitures, camion, tracteurs...), remorques (dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 500 kgs) ou semi-remorques, reçoivent un nouveau numéro d'immatriculation valable à vie. Ainsi, en cas de changement de propriétaire ou de changement de domicile (même en dehors du département), le véhicule conserve la même immatriculation : une étiquette à coller sur le certificat d'immatriculation est alors envoyée au propriétaire.

Les opérations sont réalisables en tout lieu du territoire, par les 24 000 professionnels de l'automobile habilités, par l'ensemble des préfectures et sous-préfectures ou encore sur le site internet de l'ANTS (pour le changement d'adresse, le certificat de situation administrative, la pré-demande de changement de titulaire).

Par ailleurs, le certificat d'immatriculation est envoyé au domicile (sous un délai moyen de 3 jours) et une double présentation au domicile est désormais proposée.

Réaliser le passeport

Depuis le 29 juin 2009, la France délivre un passeport « biométrique » comportant une puce. Cette puce contient deux empreintes, la photo et les données d'état-civil du titulaire du passeport.
L'ANTS a été mandatée par le Ministère de l'Intérieur pour mettre en œuvre le système d'information intitulé « Titres Electroniques Sécurisés ». Il permet l'enregistrement d'une demande de passeport, en mairie ou en consulat (dans le cas d'une personne résidant à l'étranger), l'instruction et la validation du dossier en préfecture, l'envoi de l'ordre de personnalisation et de fabrication du passeport vers le centre de production et la remise du titre sur le site où s'est fait l'enregistrement.

L'ensemble des opérations décrites ci-dessus est couvert par un mécanisme de sécurisation tout au long de la chaîne de traitement.

La demande de passeport peut être faite dans n'importe quel mairie ou consulat équipé de stations permettant le recueil des données biométriques (2083 communes en France et 230 postes consulaires).

Produire les titres de séjour

Les membres de l'Union Européenne se sont dotés d'un titre de séjour commun (TSE) afin d'harmoniser les normes nationales en vigueur et de promouvoir la réalisation du principe fondateur de liberté de circulation entre les Etats membres.
Un modèle uniforme de titre de séjour européen a été établi contenant une photographie numérisée de l'usager. En 2013, l'ANTS a ajouté une image des empreintes digitales, inscrites dans une puce électronique.
En France, le Ministère de l'Intérieur et plus particulièrement l'ANTS sont en charge de la mise en œuvre et du pilotage de ce nouveau format de titre de séjour, entré en vigueur le 20 mai 2011.

Déployer le nouveau permis de conduire

L'ANTS a conçu le nouveau permis de conduire français au format européen. Doté d'une puce électronique, le nouveau titre est conforme aux exigences européennes : sa production est centralisée, il est au format «carte de crédit» et ses catégories de droits à conduire sont celles harmonisées au niveau communautaire.

LES TEMPS FORTS
DE L'ANNÉE 2013





Passeport Grand Voyageur

Depuis le 2 avril 2013 :

Les personnes qui voyagent très souvent à l'étranger peuvent faire la demande d'un passeport « grand voyageur ».

Le passeport format « grand voyageur » est un passeport biométrique qui ne diffère du passeport classique que sur deux points : le nombre de pages (48 au lieu de 32) et l'image de fond des pages.
Il est destiné aux personnes qui se déplacent très souvent à l'étranger (en particulier hors de l'espace Schengen) et risquent de devoir demander le renouvellement anticipé de leur passeport lorsque toutes les pages auront été utilisées par l'apposition de visas et cachets d'entrée ou de sortie du territoire.

Au 31 décembre 2013, 15 309 passeports « grand voyageur » ont été émis.

FAETON : lancement du permis de conduire européen

16 septembre 2013 :

Cette année, l'ANTS a conçu et mis en place le système Faeton 1, entré en service le 16 septembre 2013. Ce système permet de produire les nouveaux permis de conduire au format unique européen. L'ANTS a organisé la chaîne de production et d'acheminement du titre, en reliant les systèmes des préfectures, du Ministère de l'Intérieur et des différents prestataires et intervenants.
Elle a assuré un support renforcé aux utilisateurs. L'ANTS a aussi mis en œuvre les liaisons sécurisées nécessaires avec l'Imprimerie Nationale. Enfin, l'ANTS a fourni les outils nécessaires aux forces de l'ordre pour que les lecteurs embarqués soient adaptés au nouveau permis de conduire. Au 31 décembre 2013, plus de 500 000 permis ont été produits.
L'ANTS a homologué le titre français avec le recours possible à deux fournisseurs de puce.

Carte professionnelle des agents de l'Etat : l'année du lancement

Début 2013 :

L'ANTS maintient sa certification RGS*** (niveau de sécurité permettant facilement une signature qualifiée) comme OSC (opérateur de service de confiance) et PSCE (prestataire de service de certificats électroniques).

2013 est également l'année de la mise en production des cartes professionnelles des agents pour le Ministère de la Défense, avec une perspective de déploiement auprès de l'ensemble des agents de ce ministère.

Le Ministère de la Justice a mis en œuvre les premiers services opérationnels utilisant les cartes professionnelles produites par l'ANTS (ex. accès au SI comptable de l'Etat, CHORUS).

LES CHIFFRES CLÉS
DE L'ANNÉE 2013



515 267 1



88% 2



2.91 3



2 083 4



888 519 5



116 6

COMEDEC **33 436** 7

1 **Permis de conduire** (nouveau format) émis depuis le 16 septembre 2013

2 **Taux de réponse** dès le premier appel au centre d'appel, au global (taux d'efficacité) SIV : 93,4 % *(système d'immatriculation des véhicules)* Passeport : 92,8 % Permis de conduire (nouveau format) : 69%

3 **Délai moyen** (en jours) de délivrance des certificats d'immatriculation

4 **Communes équipées** de stations de recueil pour le passeport biométrique.

5 **Titres de séjour** délivrés en 2013

6 **Personnes travaillent à l'ANTS** dont : 24 à Paris et 92 à Charleville-Mézières

7 **Vérifications dématérialisées** d'actes d'état civil (depuis juillet 2013)



66

8



5.8

9



11 488 142

10



2 797

11



1 230

12



29 589

13



1 129 923

14



3 694 284

15

8 **Participations de l'ANTS** en tant qu'intervenant aux instances de normalisation

9 **Délai moyen** (en jours) entre la validation de la demande de passeport en préfecture et la mise à disposition en mairie (sur l'année 2013)

10 **Certificats d'immatriculation** émis en 2013 (opérations d'immatriculation dans le SIV)

11 **Cartes professionnelles** des agents de la Défense

12 **Cartes professionnelles** des agents de la Justice

13 **Timbres fiscaux OFII**

14 **Timbres fiscaux MJL**

15 **Passeports biométriques** ordinaires émis en 2013


Communauté européenne
République Française
Ministère de l'Intérieur
Certificat d'immatriculation
PERMIS DE CONDUIRE
SPECIMEN
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PASSEPORT DIPLOMATIQUE
Union européenne
République française
PASSEPORT
AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PASSEPORT DE SERVICE
CARTE DE SEJOUR
CARTE DE RÉSIDENT
TOUTES PROFESSIONS EN FRANCE MÉTROPOLITAINE DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR



PARTIE 2
QUE FAISONS NOUS ?

FAETON :
Le lancement du nouveau format du permis de conduire européen 17

Deux titres bien connus des Français :
Le Passeport 21
Le certificat d'immatriculation 23

La relation usager :
Le centre d'appel de Charleville-Mézières 25

Les cartes professionnelles
des agents d'Etat 29

COMEDEC
La dématérialisation de l'état civil 31

L'ANTS à l'international 33

FAETON :
LE LANCEMENT DU NOUVEAU PERMIS D



LE PERMIS EUROPÉEN

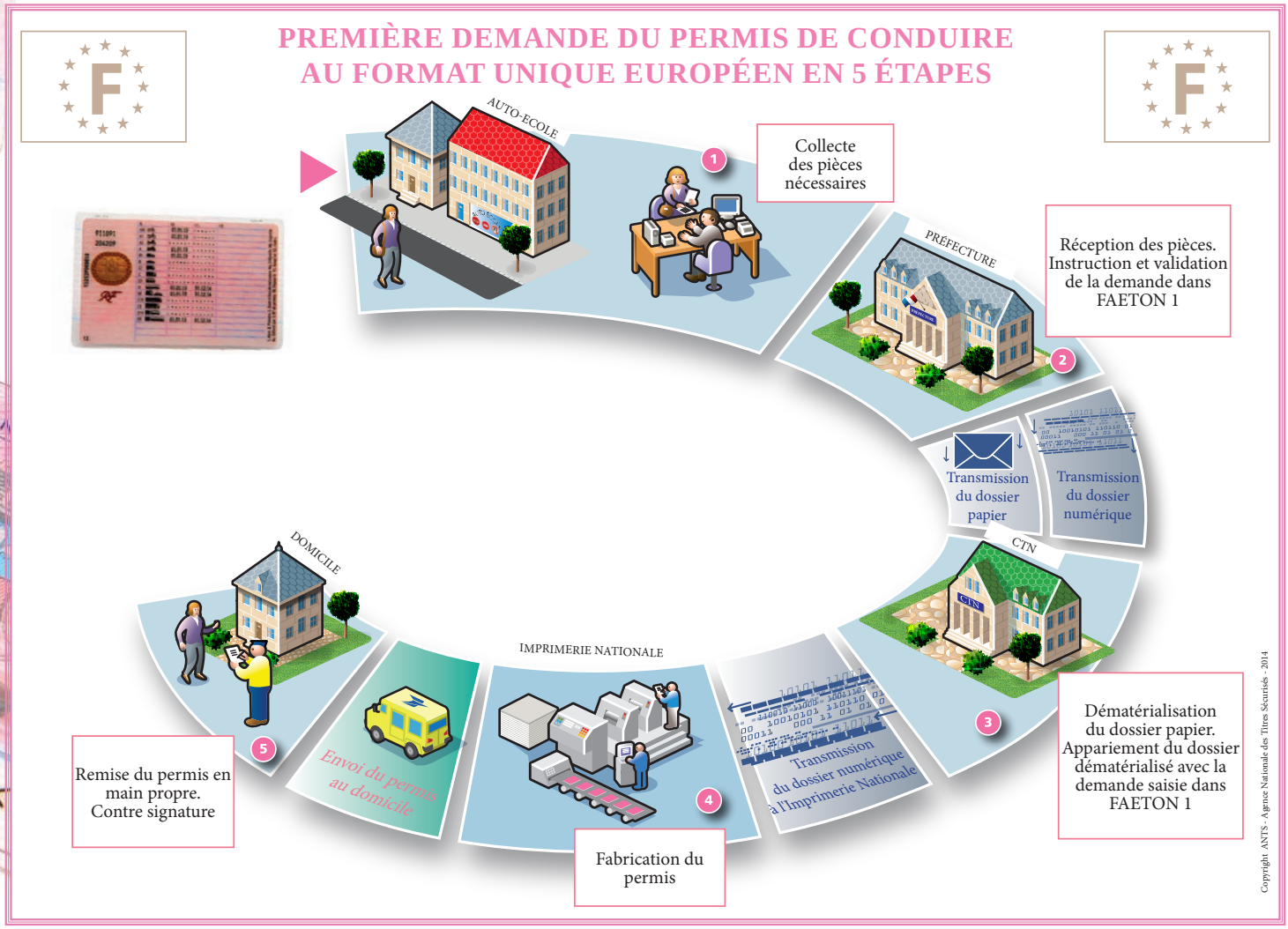
DE CONDUIRE EUROPÉEN

Tout savoir sur le permis de conduire européen

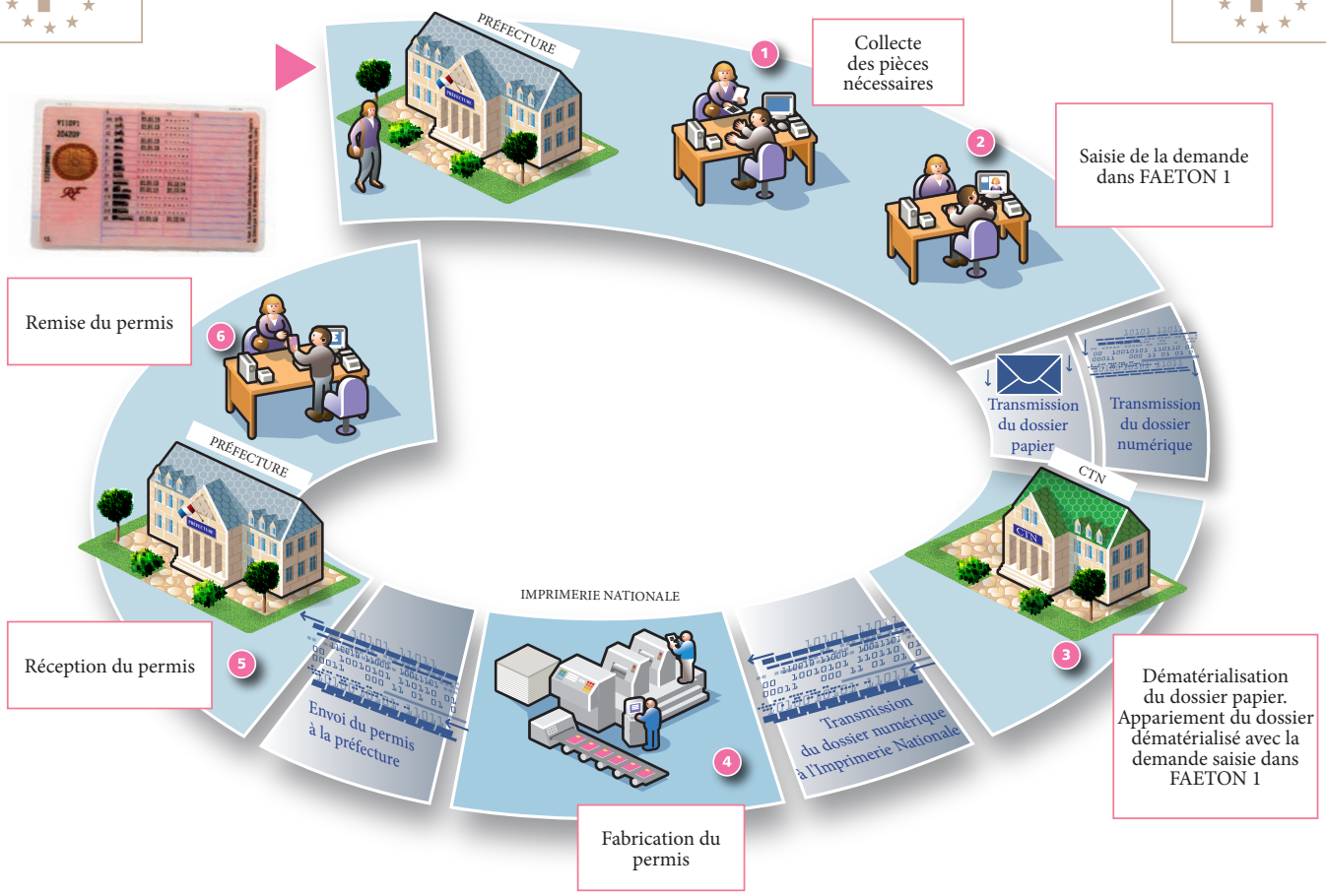
Le nouveau permis de conduire est un titre sécurisé. Son format est harmonisé pour tous les Etats membres de la communauté européenne. Plastifié, ce nouveau permis est de la taille d'une carte de crédit (8,5cm × 5,4cm).

Il présente les informations concernant le titre (autorité et date de délivrance...) et le titulaire du permis de conduire (photo, état civil, droits à conduire, restrictions éventuelles comme le port de lunettes...).

Ces informations figurent aussi à l'identique sur la puce électronique. La lecture de la bande MRZ, présente sur le bord inférieur du permis de conduire, est indispensable pour accéder à ces informations.



RENOUVELLEMENT DU PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT UNIQUE EUROPÉEN EN 6 ÉTAPES



Copyright ANTS - Agence Nationale des Titres Sécurisés - 2014

Pourquoi réformer le permis de conduire ?

La Directive Européenne du 20 décembre 2006 (2006-126EC), dite « 3eme directive relative au permis de conduire », prescrit la mise en place d'un modèle unique de permis de conduire pour tous les Etats membres de l'Union Européenne, valable, au maximum, 15 ans, ainsi que l'instauration de nouvelles catégories de permis. La France devait donc s'y conformer.

Qui fabrique ce permis format « carte de crédit » ?

Depuis le 16 septembre 2013, les permis de conduire ne sont plus produits en préfecture, sous forme de triptyque cartonné rose, mais de manière centralisée et sécurisée, à l'Imprimerie Nationale, sous la supervision de l'ANTS.



En pratique, comment faire ?

■ Toutes les personnes passant l'examen du permis de conduire depuis le 16 septembre 2013 doivent désormais renseigner un formulaire Cerfa 06. En effet, l'ANTS a créé, avec la DMAT (Direction de la Modernisation et de l'Action Territoriale), ce formulaire permettant de recueillir les images du titulaire et sa signature et de les faire numériser par le Centre de Traitement des Numérisations, évitant ainsi aux préfectures cette charge de travail.

■ L'ANTS a veillé, en lien avec la DSCR (Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière), à ce que ce nouveau document soit proposé aux auto-écoles par les grands éditeurs et à ce qu'il puisse être édité par les logiciels de ces organismes. Il est également disponible sur Internet pour les particuliers.

■ Les demandes des usagers continuent à être instruites en préfecture.

■ Le permis de conduire est ensuite envoyé par La Poste, au domicile du titulaire qui n'a donc plus à se déplacer en préfecture ou sous-préfecture pour le récupérer (à l'exception des renouvellements de permis nécessitant une remise du permis de conduire en préfecture ou sous-préfecture).

■ Le principe du permis à points ne change pas. Lors de l'envoi du titre sécurisé par voie postale, un courrier d'accompagnement comporte désormais le code permettant à l'usager de consulter son solde de points en ligne, sur le téléservice Télépoints : https://tele7.interieur.gouv.fr. Des évolutions sont prévues afin de permettre à tous les usagers de demander, via le site www.ants.gouv.fr, leur code Télépoints et, ensuite, de consulter leur solde de points.

■ Les permis de conduire délivrés avant le 19 janvier 2013 sont valables jusqu'au 19 janvier 2033.

Quels changements pour l'usager ?

Le nouveau document «permis de conduire» est valable 15 ans pour les catégories A et B.
Quelques modifications ont été apportées sur les catégories A et B et 6 nouvelles catégories ont été créées.



DEUX TITRES BIEN CONNU
LE PASSEPORT ET LE CERTIFICAT D'IMM



LE PASSEPORT

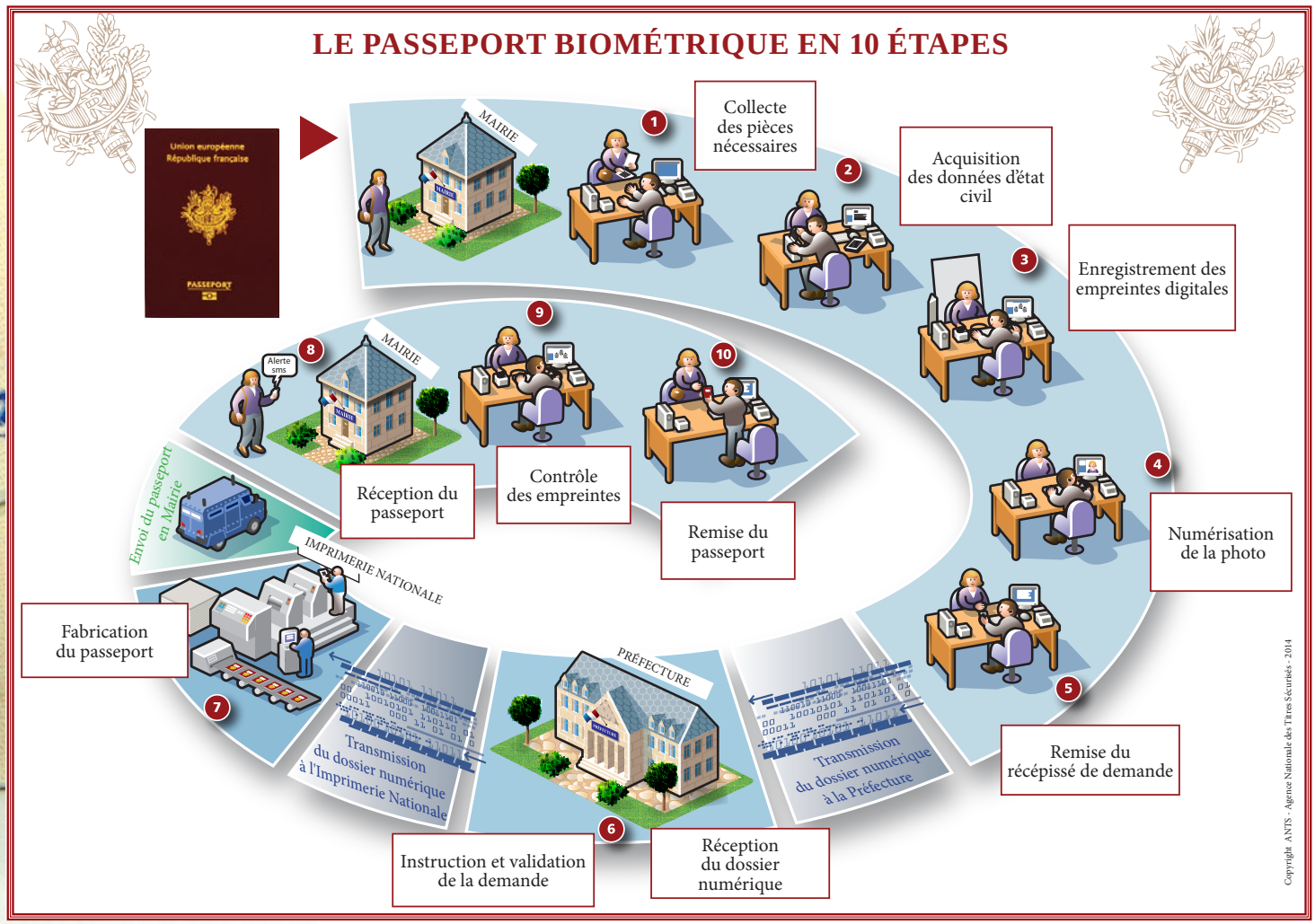
JS DES FRANÇAIS
MATRICULATION

Passeport : Une puce, pour quoi faire ?

Depuis le 13 décembre 2004, un règlement européen impose, à tous les états de l'UE, d'inclure dans leurs passeports une puce électronique qui contient une reprise des données d'identité imprimées, sous une forme infalsifiable.

- Un titre plus sécurisé : plus fiable, il constitue un rempart contre la fraude ;
- La protection de l'identité préservée : une relation unique et infalsifiable entre chaque individu et ses données ;
- Une vérification d'identité plus pratique : les informations sont numérisées.

La puce du passeport est également utilisée dans le système de coupe-file installé dans les aéroports de Roissy, Orly et Marseille (Système PARAFE).





Témoignage d'un professionnel :

Monsieur Archambault du CSIAM, Chambre Syndicale Internationale de l'Automobile et du Motocycle

« Le projet SIV a été un projet complexe et novateur. La démarche de partenariat avec le secteur privé était originale et a permis de triompher de tous les obstacles : ce devrait être un exemple à suivre. Par ailleurs, le centre d'appel est extrêmement compétent : il possède une capacité à répondre en direct aux questionnements avec une réelle sureté de diagnostic. »

LE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Le SIV : Système d'Immatriculation des Véhicules

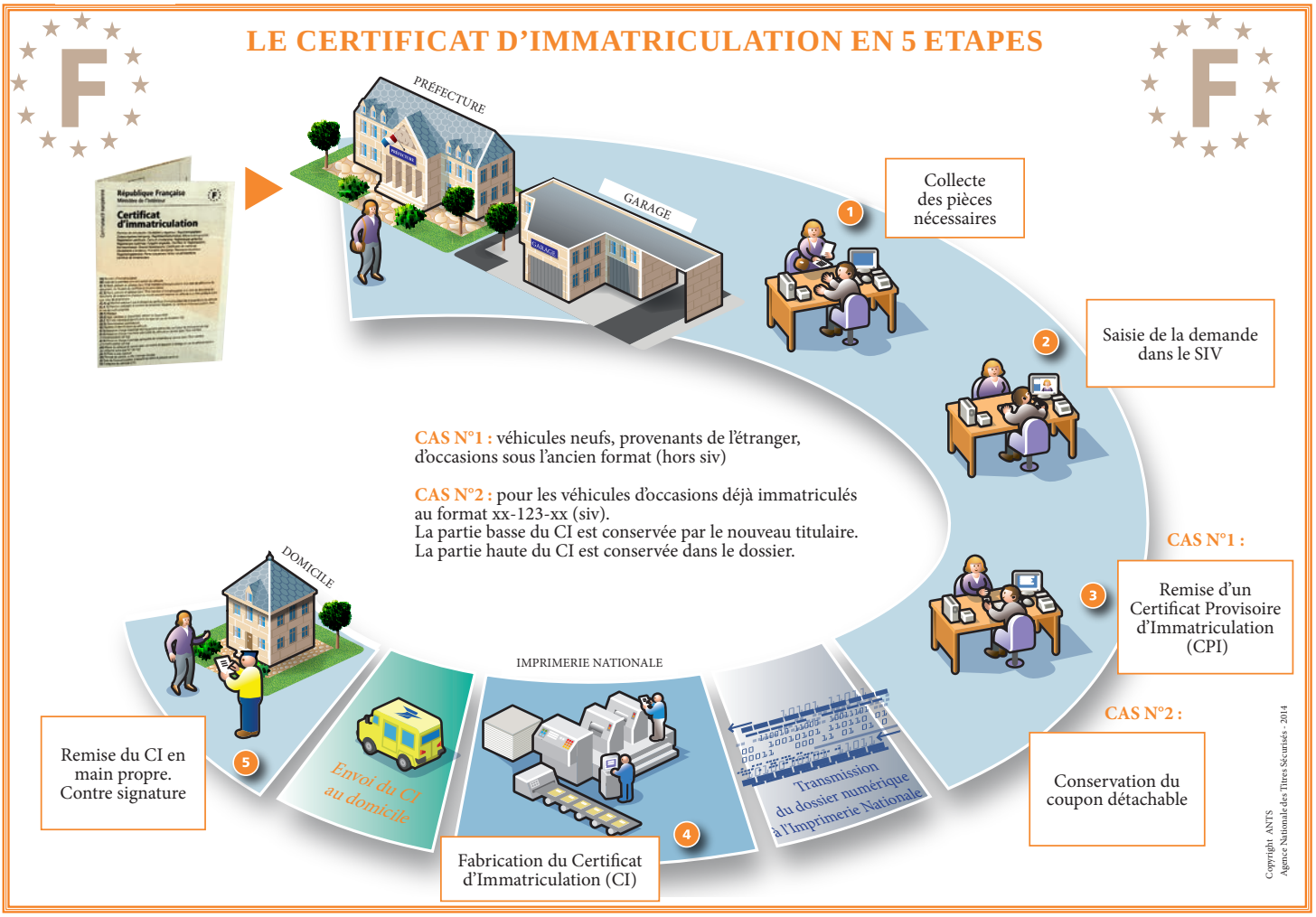
Le SIV ne concerne pas que les usagers, les professionnels de la vente ou le Ministère de l'Intérieur.

■ Aujourd'hui, des partenaires institutionnels comme le Ministère des Finances, le SGMAP, La Poste, l'Imprimerie Nationale, ainsi que des partenaires privés comme les assureurs, les experts, la filière de destruction, les huissiers, les sociétés d'autoroute se connectent ou s'interfacent, dans le cadre de leurs missions, au SIV.

■ Le décret n° 2010-682 du 22 juin 2010, relatif à la réutilisation des informations contenues dans le « Système d'Immatriculation des Véhicules », permet au Ministère de l'Intérieur de mettre à disposition certaines données du SIV.

■ Une évolution est prévue afin d'adapter la gestion du SIV aux normes bancaires SEPA.

24 420
professionnels habilités au SIV



LA RELATION USAGER :
LE CENTRE D'APPEL DE CHARLEVILLE-M

500

Nombre de mails quotidiens
concernant le certificat d'immatriculation

2 000

Nombre d'appels concernant le certificat d'immatriculation

88%

Taux de réponse dès le premier appel (taux d'efficacité)

150

Nombre d'appels concernant le passeport biométrique

715 000

Nombre d'appels
reçus sur l'année

2'

Temps d'attente moyen
avant la prise en charge de l'appel

4'13

Temps moyen
d'une communication

Éléments prospectifs

Depuis le démarrage de FAETON 1, le 16 septembre 2013, le centre d'appel a reçu jusqu'à 2800 appels supplémentaires par jour. Environ 143 000 appels ont été reçus au total en 2013 au titre du permis de conduire. Malgré la contrainte liée aux plafonds d'emplois, cette activité supplémentaire a pu être absorbée avec une réduction du taux de réponse sur ce titre (66% en 2013 pour le permis de conduire).

MÉZIÈRES



Témoignage d'un agent du centre d'appel :

Magaly Morel, chargée de relation citoyen sur les campagnes passeport biométrique et certificat d'immatriculation :

« Je suis chargée de répondre rapidement aux besoins des acteurs des titres sécurisés. Grâce à mon écoute et à ma disponibilité, j'ai pu accompagner un agent de préfecture à finaliser un passeport de mission pour un militaire partant d'urgence à l'étranger en 6 minutes. De ce fait, avec les connaissances acquises au sein de l'agence et à l'aide des outils mis à ma disposition, je mène à bien les projets des usagers et missions des utilisateurs. »



Comment est organisé le centre d'appel de l'ANTS ?

Le centre d'appel est organisé sur 2 niveaux. Le niveau 1 «front office», composé de 50 chargés de relation citoyen et de 5 superviseurs, répond aux appels et mails des usagers sur des questions simples et normées. Les dossiers complexes ou les problèmes non connus sont pris en charge au niveau 2 par une équipe de 9 agents dotés de spécialisations juridico-technico-fonctionnelles. Nous respectons des objectifs qualité identiques à ceux d'un centre d'appel privé : traitement, au minimum, de 90% des appels reçus avec un temps de communication inférieur à 4 minutes 30 secondes.

Comment fonctionne opérationnellement le centre d'appel ?

En raison de la pluridisciplinarité du centre d'appel, chaque agent est formé en fonction de ses compétences et de son expérience sur un ou plusieurs titres. Sa journée est rythmée par le niveau d'activité : il assurera la prise d'appels ou le traitement back-office de certains dossiers. L'agent fait parti d'une équipe composée d'une dizaine de chargés de relation citoyen et encadrée par un superviseur.
Le superviseur pilote le traitement des flux d'appels et de mails, ainsi que la qualité de service. Pour cela, il dispose d'outils de supervision qui lui permettent d'avoir une vision très précise de l'activité. Véritable manager de proximité, il accompagne son équipe tout au long de la journée à travers différentes actions (aide et soutien aux réponses données, formation, animation...).

Quels sont les bénéfices pour l'usager ?

Ce service est national et ouvert du lundi au samedi sur des horaires élargis. Les démarches administratives sont simplifiées. Depuis son téléphone portable, l'usager peut obtenir une réponse claire et rapide sur son dossier.





Entretien avec une responsable

Madame Alexia Alliot responsable du niveau 1 du centre d'appel

LES CARTES PROFESSIONNELLES
DES AGENTS DE L'ÉTAT

Qu'est ce que la carte professionnelle des agents de l'Etat ?

La carte professionnelle des agents de l'Etat est une solution intégrée qui associe une carte d'identité professionnelle à des services de confiance numérique.

Carte dotée d'une puce, elle est un support d'identification physique et électronique. La carte offre une large gamme de fonctionnalités, déclinées dans un socle générique et des options. Elle répond au niveau le plus élevé du Référentiel Général de Sécurité, le niveau 3*. La carte agent est appelée à devenir la carte professionnelle de référence des agents publics.

À quoi sert-elle ?

La carte professionnelle identifie l'agent à son autorité administrative, matérialise son appartenance aux services de l'Etat et légitime ses interventions vis-à-vis de tiers en lui permettant notamment de :

- **S'authentifier ;**
- **Signer électroniquement des documents ;**
- **Crypter des données.**

L'intérêt pour l'Etat est d'accélérer la dématérialisation, de renforcer la cyber sécurité et de réaliser, à terme, des économies.

Trois structures ont signé une convention avec l'ANTS et se sont ainsi dotées de la carte d'agent d'Etat :

Différentes structures administratives réfléchissent actuellement à se doter de la carte professionnelle des agents de l'Etat. Il s'agit des services du Premier Ministre, de l'Administration Pénitentiaire, du Ministère de l'Ecologie et de la Direction Générale des Douanes.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

1 - Ministère de la Justice
(administration)

2 - Ministère de la Justice
(état civil)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

3 - Ministère de la Défense

NELLES



Témoignage d'un utilisateur de la carte agent :

Monsieur Luc Ferrand, Ministère de la Justice

*« L'important mouvement de dématérialisation des procédures engagé par l'Etat doit permettre au Ministère de la Justice de garantir la confidentialité des données à caractère personnel détenues et d'émettre des documents numériques revêtus de la même valeur juridique que les documents « papier » (signature électronique probante). La carte à puce dotée de certificats d'authentification et signature*** (3 étoiles), mise à disposition par l'ANTS, répond à ces deux objectifs.*

*Le Ministère de la Justice est ainsi le seul ministère français à avoir obtenu la certification *** (3 étoiles) et à être inscrit sur la « Trust services list » européenne (liste des services de confiance). »*



COMEDEC

LA DÉMATÉRIALISATION DE L'ENVOI DE

COMEDEC : Communication Electronique des Données de l'Etat Civil

COMEDEC est la plateforme d'échanges dématérialisés entre les communes et les administrations destinataires des données de l'état civil

■ Renforcer la sécurisation des échanges de données

- Une lutte contre la fraude documentaire renforcée
- Un accès sécurisé via la carte d'authentification individuelle (authentification et signature) à la plateforme COMEDEC

■ Simplifier les démarches pour les usagers

- Disparition de la demande de l'acte de naissance auprès de la mairie
- Accélération des procédures administratives

■ Constituer une plateforme d'échange de données d'état civil entre les mairies

- Des échanges de données dématérialisées entre les mairies adhérentes
- Une meilleure fiabilité des données d'état civil échangées

Le déploiement généralisé du dispositif se fera en plusieurs étapes.

- Extension aux actes de mariage et de décès
- Echanges entre communes
- Nouveaux demandeurs (organismes sociaux...)
- Etude en cours visant à dématérialiser les échanges de mention.

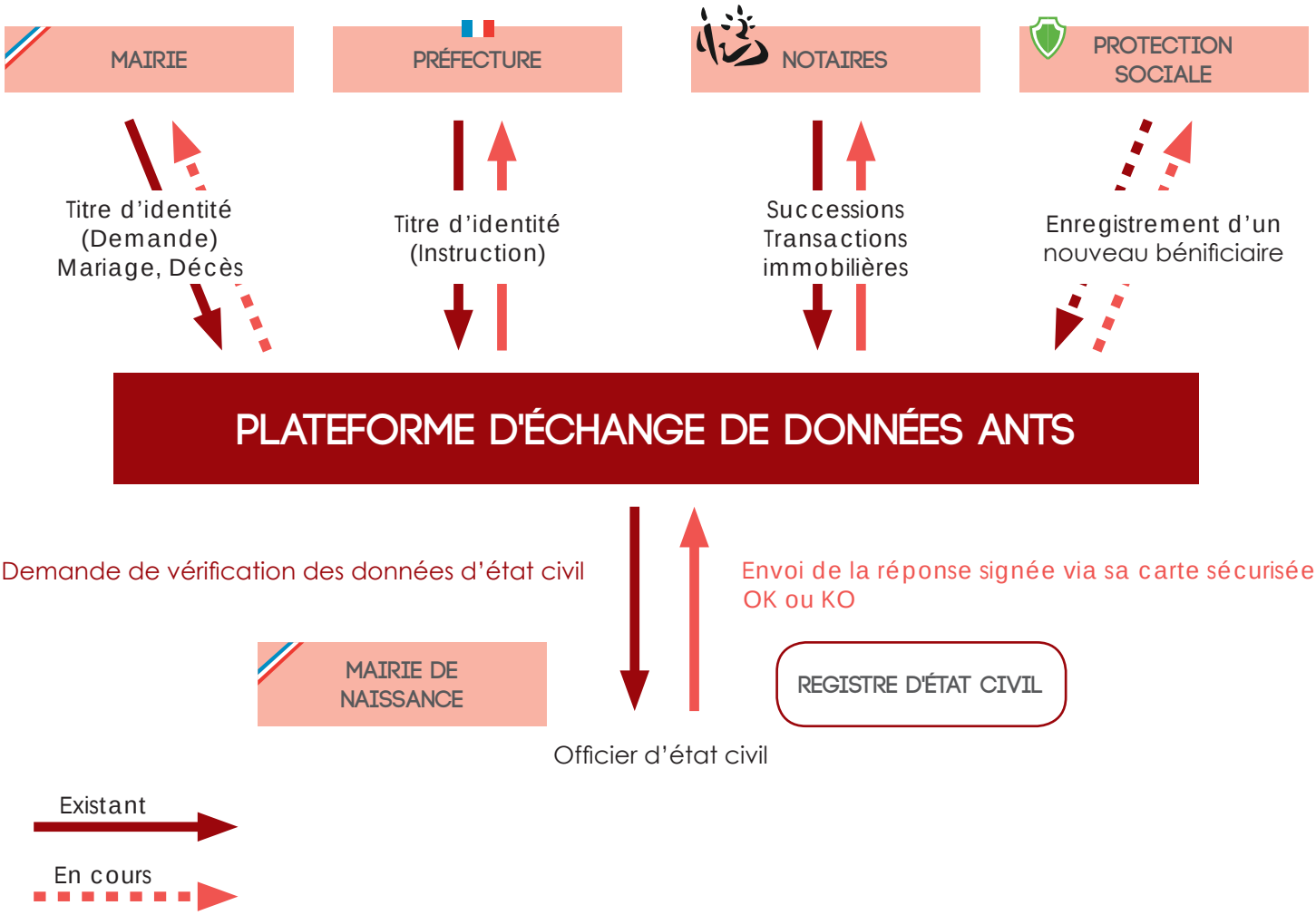
ES DONNÉES DE L'ÉTAT CIVIL



Témoignage d'un agent en Mairie :

Madame Sylvie Bourdais, Mairie de Cherbourg-Octeville

« La Ville de Cherbourg-Octeville s'est très vite positionnée en volontaire pour participer à COMEDEC. Ce nouveau service a permis de conforter nos méthodes de travail, d'affirmer les capacités de nos agents et confirmer leurs compétences. L'intérêt de COMEDEC sera important lorsque les notaires et les organismes sociaux utiliseront massivement ce service . »



L'ANTS À L'INTERNATIONAL

L'identité : le sujet international

Pour tous les pays, l'identité est actuellement un des principaux enjeux et ce, sur deux aspects :

- La gestion des flux migratoires passe par la gestion de l'identité physique, celle-ci est, le plus souvent, réalisée par des solutions techniques : biométrie, puce électronique.

- L'identité numérique et la gestion de ces attributs est la richesse d'internet mais aussi la principale menace pour la protection de la vie privée. Les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) se partagent des gains importants en valorisant les données personnelles des utilisateurs.

L'ANTS travaille activement au positionnement de la France sur une base légale claire :

- «Définir les normes techniques et les dispositifs correspondants, en contrôler et en évaluer l'application, contribuer à leur évolution et veiller à leur interopérabilité »

- « Mettre en œuvre des actions d'information et de communication dans son domaine d'activité »

- «Promouvoir les technologies, les systèmes et les savoir-faire nationaux en matière de titres sécurisés »





Les travaux actuels

Dans le domaine de l'identité numérique, le principal enjeu est le règlement eIDAS, en cours de finalisation par la commission européenne. Ce règlement sert de base légale pour la reconnaissance mutuelle des identités numériques, à un niveau européen, et inspire aussi de nombreux autres pays ou organisations internationales (FCC, Etats-Unis…).

L'instance la plus influente dans le domaine des documents d'identité, de légitimation et de voyage est l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale).

La France et l'Allemagne rédigent actuellement une spécification technique commune de l'identité numérique. Du côté français, cette rédaction est l'objet d'une collaboration entre l'ANSSI, le Gixel Identité Numérique (association rassemblant les principaux industriels français de l'identité numérique) et l'ANTS.

Quel est votre rôle au sein de la commission européenne ?

Je suis «Policy Officer» (administrateur) au sein de la «Task Force eIDAS Legislation Team» de la Direction Générale des Réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CONNECT). Je suis en charge de la Directive 1999/93/EC sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques et du futur Règlement sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sur quels sujets travaillez-vous en coopération avec l'ANTS ?

Ma coopération avec l'ANTS a démarré avec les travaux préparatoires à la formulation de la proposition de la Commission Européenne pour le règlement eIDAS. Elle se poursuit au Conseil pour la première lecture par ce dernier, de la proposition de règlement. Notre coopération se déroule aussi dans le cadre du mandat «m460» de la Commission au CEN et à l'ETSI pour la rationalisation des normes sur la signature électronique et autres services de confiance.

L'ANTS a aussi apporté un soutien essentiel à la DG CONNECT pour l'organisation de séminaires exploratoires sur le potentiel de la signature électronique pour améliorer le e-business entre les pays des Maghreb et Mashrek (séminaires méditerranéens).

Quel est l'apport de l'ANTS sur ces sujets ?

Les participations de l'ANTS aux activités de l'UE sur l'identification et les services de confiance électroniques sont toujours caractérisées par une grande implication, un apport technique pointu aux débats et une volonté de fédérer et de trouver de juste compromis.

Quelles prochaines opportunités envisagez-vous avec l'ANTS ?

Je pense que l'ANTS pourra continuer à coopérer avec la DG CONNECT lors de la préparation des actes secondaires du règlement eIDAS. Elle pourra, si elle le souhaite, avec le même enthousiasme, soutenir la Commission lors de futurs séminaires exploratoires sur la e-signature dans les pays du partenariat oriental qui sont prévus au second semestre 2014. La participation de l'ANTS à la continuation des travaux de normalisation dans le cadre du mandat m460 serait également utile.

Finalement, l'ANTS pourrait envisager de coopérer à la transformation envisagée par l'Union pour la Méditerranée, des conclusions des séminaires méditerranéens en une série d'actions concrètes.





La voix à la Commission Européenne

Monsieur Gérard Galler, DG de la commission « Information Society Media »



PARTIE 3
OÙ EN SOMMES NOUS?

Les données financières de l'agence 39

LES DONNÉES FINANCIÈRE
DE L'AGENCE

TAUX DE RÉALISATION DE LA PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE

85 % : Fonctionnement hors dotation aux amortissements

89% : Investissement

94 %

dont

95% : Personnel

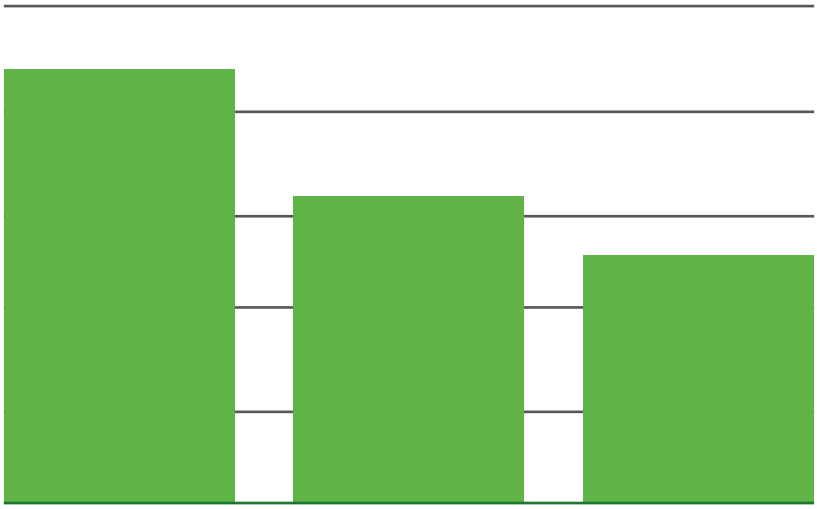
98% : Dotation aux amortissements

7% : Travaux d'inventaire et charges à payer

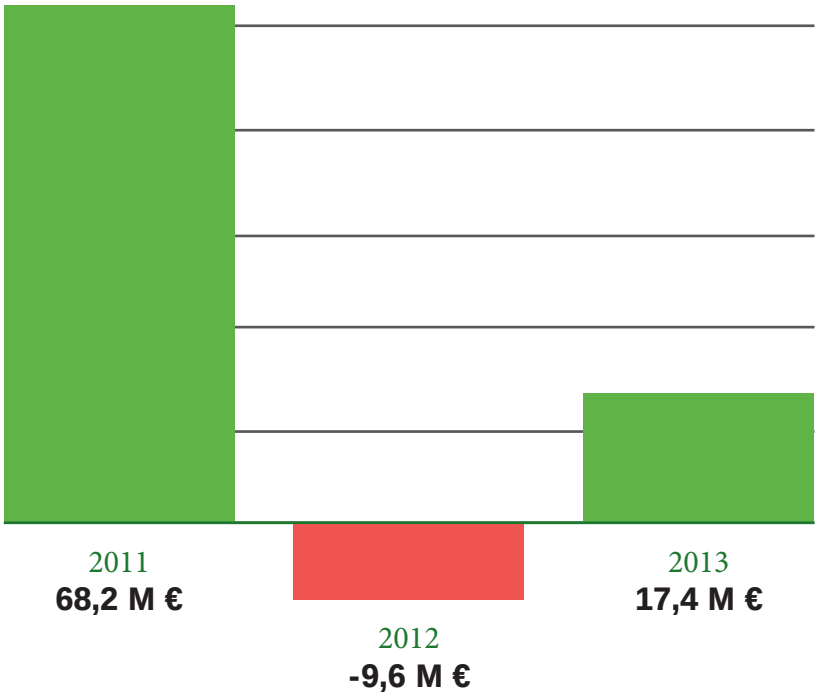


ES

NIVEAU DE FOND DE ROULEMENT



CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT



La situation financière de l'Agence

En 2013, et ce pour la deuxième année consécutive, le résultat de l'exercice est déficitaire et se traduit par un prélèvement sur son fonds de roulement de près de 8,5M€. Cette perte est notamment engendrée par les dépenses liées au développement de l'application FAETON sans ressource supplémentaire.

A ce déséquilibre, s'est ajouté l'effet du prélèvement de 41,8 M€ opéré en 2012 sur le fonds de roulement de l'ANTS. La conséquence est un niveau du fonds de roulement à son plus bas avec 63M€ fin 2013.

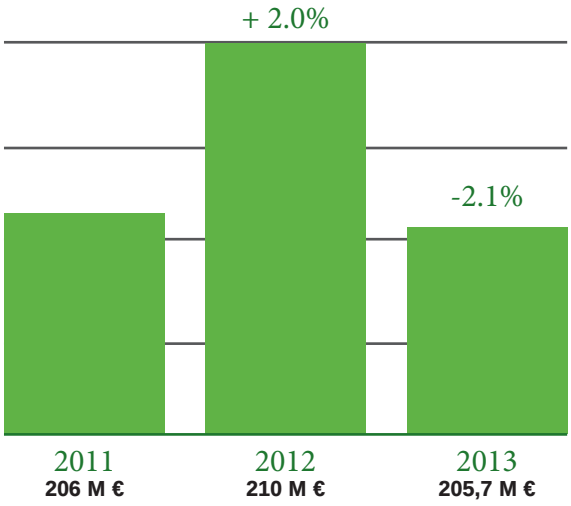
Les principaux postes de recettes et de dépenses restant les mêmes :

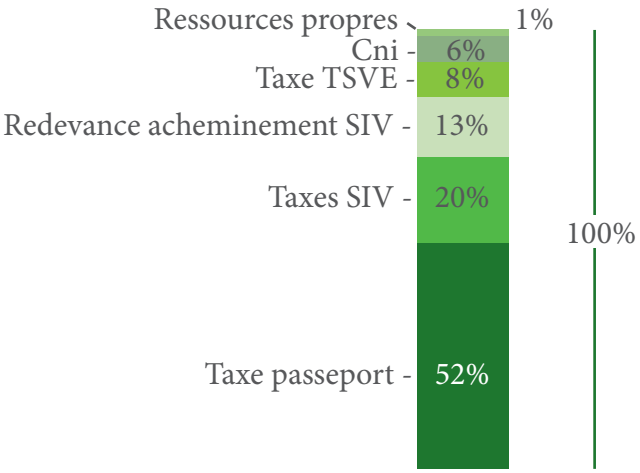
La taxe passeport avec 107M€ reste la source principale de recettes de l'Agence ; les taxes affectées, avec un montant total plafonné, pour l'heure, à 179M€ représentent plus de 76% du total des recettes.

La production des titres assurée par l'Imprimerie Nationale, d'un coût total de 100M€, constitue près de la moitié des dépenses.

Les dépenses de fonctionnement et la masse salariale restent maîtrisées. Elles représentent respectivement 1% et 2.5% du total des dépenses.

LES RECETTES





205,7 M€

Soit
-2.1% : par rapport à l'exercice précédent

LES DÉPENSES

2 postes de dépenses représentent près de 70 % du total

26% pour les outils de gestion

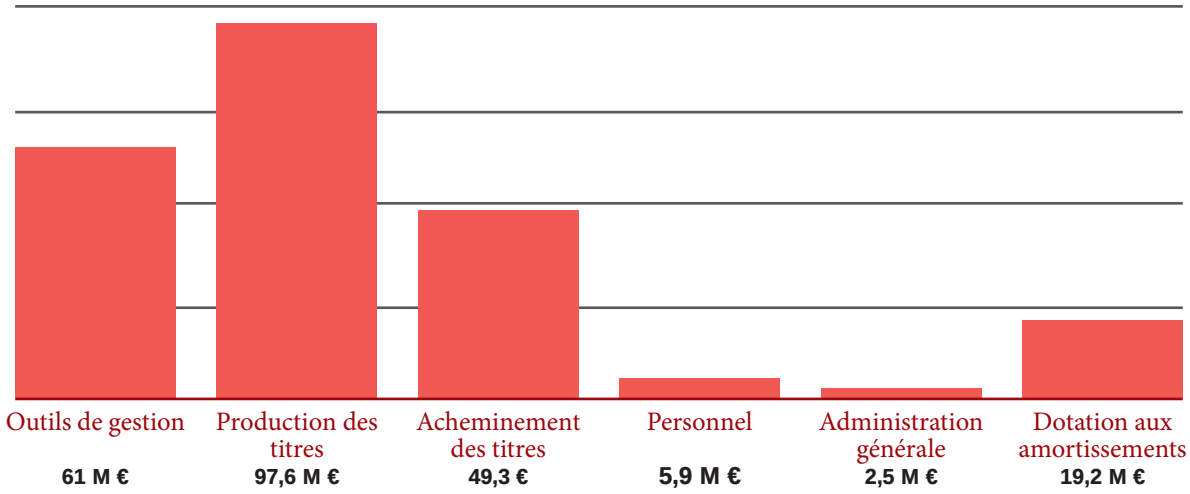
41% pour la production des titres

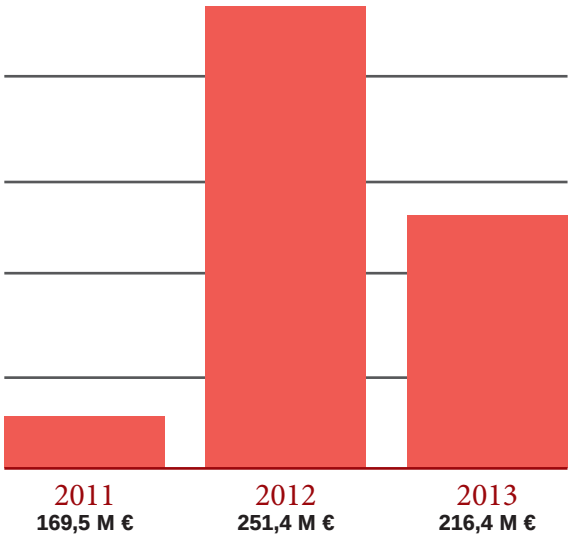
21% pour l'acheminement des titres

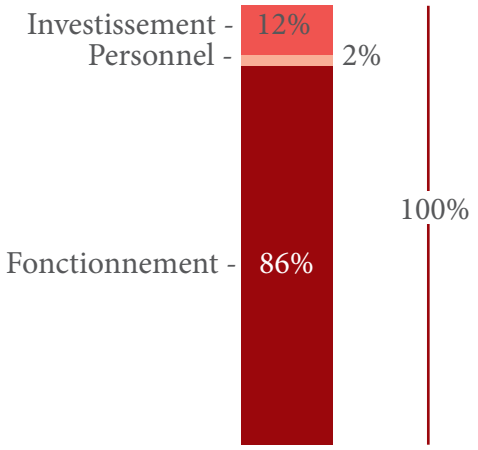
3% pour les dépenses de personnel

1% pour l'administration générale

8% pour la dotation aux amortissements







216,4 M€

Soit
-14% : par rapport à l'exercice précédent





PARTIE 4
NOTRE ORGANISATION

De Levallois-Perret à Montparnasse 45

Gouvernance et Organisation 47

DE LEVALLOIS PERRET À

L'ANTS a choisi de regrouper son implantation francilienne sur un site unique au 34ème étage de la Tour Montparnasse

Au terme d'un long processus administratif et après avoir recueilli l'avis favorable de France Domaine au vu des économies réalisées, l'Agence, après avoir regroupé les deux sites de Charleville-Mézières, quitte ses locaux franciliens situés à Levallois-Perret. Ces locaux, coûteux, inconfortables (nombreux dysfonctionnements matériels) et excentrés par rapport aux centres de réunion de Beauvau ou Bercy, ne répondaient plus aux nécessités actuelles de fonctionnement de l'ANTS.

La nouvelle localisation, Tour Montparnasse, permettra, en outre, d'opérer le rapprochement avec l'ANTAI (Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions), déjà installée au même étage, dont l'ANTS utilise déjà un composant dans le cadre de la signature électronique.



MONTPARNASSE



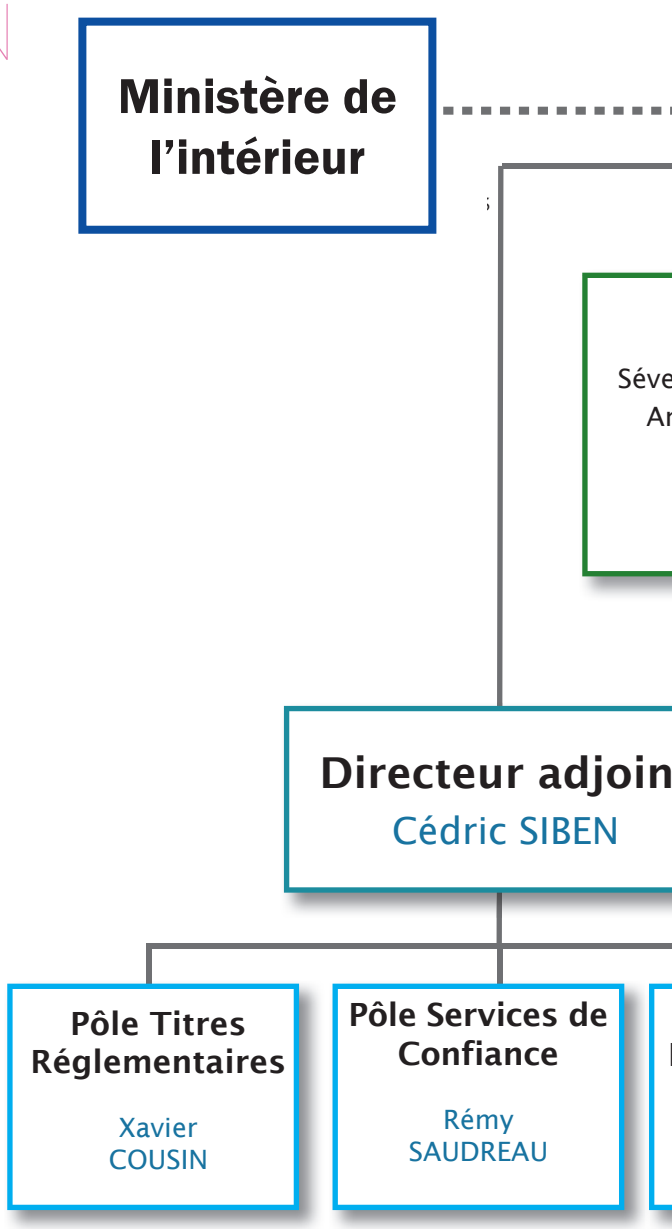
GOUVERNANCE
ET ORGANISATION

L'ANTS est administrée par un Conseil d'Administration et dirigée par un directeur.

Le Conseil d'Administration de l'ANTS est présidé par Jean-Régis Borius. Le président du Conseil d'Administration est nommé par décret, sur proposition du Ministère de l'Intérieur, pour une durée de 3 ans renouvelable une fois.

Outre son président, le conseil d'administration comporte 18 membres de droit.

Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son président, qui arrête l'ordre du jour après avis du directeur de l'agence. Il est également convoqué par son président à la demande du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Affaires Etrangères ou de la majorité de ses membres.





Directeur
Etienne GUÉPRATTE

Conseil d'administration

Assistantes
erine HERVE-TRESDOI
ngélique SOULARD

Chauffeur
Akim ZEKRINI

Pôle Communication
Virginie SIMONNET

Webmaster
Orlane TALLEC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS

t

Secrétaire général
Maurice DADOUCHE

Agence comptable

Pôle International et Innovation
Cyril MURIE

Juridique
Martine FALCONE

Budget Finances Comptabilité
Aurélie ROGET

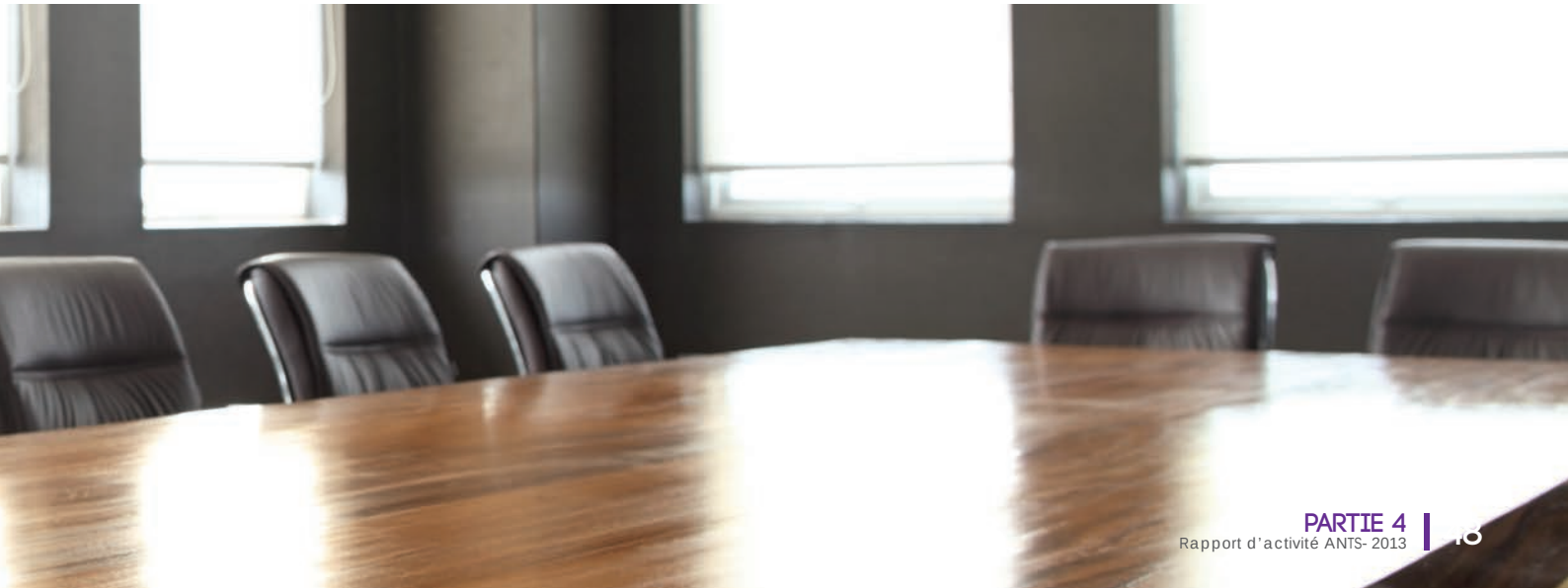
Ressources humaines
Françoise CHAREL

Déploiement/relation clients
Isabelle SOUSSAN

Informatique et moyens généraux
Renaud LEFEVRE

Centre d'Appel
Alexia ALLIOT

Support Centre d'appel et Acheminement
Rémi Baudrillard





http://www.ants.gouv.fr

Copyright ANTS Agence Nationale des Titres Sécurisés - 2014

Rédaction : ANTS
Réalisation & Photos : Euro-France Médias